

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2486>



# Sandrine Monier : se mobiliser face à action publique 2022

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2017-2018 - Conseil national de janvier 2018 -



Date de mise en ligne : mercredi 24 janvier 2018

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

La révision générale des politiques publiques, la modernisation de l'action publique et aujourd'hui action publique 2022 ont en commun d'engager une transformation des politiques publiques dans un contexte de réduction des dépenses pour tenir l'engagement européen des 3% inscrit dans le pacte de stabilité.

Les trois mois de consultation du programme « Action publique 2022 » lancé à la mi-octobre annoncent la couleur de la mascarade : « quelle(s) mission(s) actuellement conduite(s) par le service public ne vous semble(nt) plus répondre aux besoins de la société ? quelle(s) mission(s) actuellement conduite(s) par le service public pourrai(en)t selon vous être confiée(s) à d'autres acteurs (entreprises, associations, citoyens) ? » sont des exemples de questions posées aux usagers.

En réalité, Macron poursuit une politique libérale de casse des services publics et du statut de fonctionnaire. 120 000 suppressions d'emplois sur le quinquennat, dématérialisation des services publics, mutualisation et concentration des services, transferts de missions entre collectivités dans un contexte de refonte territoriale vers les grandes régions et les métropoles, transferts de missions au privé, simplification des règles statutaires, décorrélation de la valeur du point d'indice entre les trois versants de la Fonction publique, gel du point, recours au contrat et hausse de la précarité... l'inventaire de l'ambitieux programme de sape ne laisse planer aucun doute sur les objectifs poursuivis.

Les transformations amorcées dans le service public d'éducation participent à la même logique. Les fusions d'écoles, les concentrations de regroupements pédagogiques, la restructuration du maillage scolaire inscrites dans les conventions rurales visent à améliorer la qualité du service, tout en rendant accessoire qu'elles contribuent à économiser des moyens. La fusion des académies de Normandie crée un précédent qui n'est pas de nature à rassurer, tout comme le renforcement du poids des régions et des collectivités locales dans les questions éducatives.

Dans ce contexte, et à l'approche d'un scrutin important dans la Fonction publique, la hauteur des attaques portées appelle une réponse sans délai. La discrétion de la campagne gouvernementale autour des consultations et forums régionaux Action publique 2022 risque fort de faire des contre initiatives syndicales envisagées des moments réservés aux seul-es initié-es. Il importe donc de lancer une campagne fédérale nationale pour rendre visibles nos mandats pour les services publics et les agents de la Fonction publique comme contre-propositions aux perspectives actuelles. Le SNUipp-FSU doit porter dans la FSU la nécessité de donner une suite rapide au 10 octobre et de construire une action unitaire la plus large possible et à la hauteur des attaques portées à notre modèle social. La perspective d'une journée de mobilisation en mars est une première réponse et doit s'inscrire dans ce sens.

Le gouvernement va rendre ses arbitrages début mars sur la transformation de l'action publique et engager dans la foulée des plans de transformation, il est de notre responsabilité syndicale de mettre des grains de sable dans les rouages d'une machine trop bien huilée d'avance.